



Bulletin NPA Inter-Entreprises Pessac-Cestas

contact@npa33.org - www.npa33.org - https://nouveaupartianticapitaliste.fr/
www.facebook.com/NPA-Bordeaux-592513090825388 - 07 83 64 43 49

Pour stopper la pauvreté, repreons tout ce qu'on nous vole !

Début septembre, plusieurs associations qui s'occupent de l'aide alimentaire aux plus précaires ont tiré la sonnette d'alarme car elles risquent la faillite. Ainsi, Les Restos du Cœur, victimes à la fois de l'inflation et de l'augmentation permanente du nombre de personnes accueillies signalent : « Aujourd'hui, nous ne sommes pas suffisamment solides pour absorber le flux de personnes qui ont besoin d'aide alimentaire... si rien n'est fait, on pourrait devoir fermer d'ici trois ans ». Dans la foulée la Croix Rouge, le Secours Populaire ou l'Armée du Salut ont lancé le même appel. Une situation qui met au premier plan la triste réalité d'un pays prétendument développé comme la France où une grande partie de la « gestion » de la pauvreté est effectuée par les bénévoles des associations, tandis que l'Etat arrose les riches.

Il n'a pas fallu attendre longtemps pour que certaines grandes entreprises françaises fassent étalage de leur soi-disant générosité : Bernard Arnault donnerait 10 millions d'euros aux Restos du Cœur, le Crédit Mutuel plusieurs millions pour la Croix Rouge. Et les grandes entreprises de distribution comme Carrefour ou Intermarché redoublent de formules floues pour dire qu'elles sont prêtes à faire plus de dons alimentaires. Une manière cynique de se débarrasser des invendus et invendables tout en paraissant généreux. Quant aux 10 millions d'euros de Bernard Arnault, ils représentent à peine 0,006 % de sa fortune, c'est dire le sacrifice ! Il se comporte comme un noble du 18e siècle qui jette une aumône aux plus pauvres, comme s'il était normal que certains doivent se contenter de miettes pour vivre pendant que lui dort sur ses 157 milliards d'euros.

Le vol quotidien du produit de notre travail

« On a des gens de plus en plus pauvres et des gens de plus en plus riches. Il faut une plus juste répartition de la richesse ». C'est un député du Modem, parti allié du gouvernement, Richard Ramos, qui vient de faire cette découverte saisissante. Vivait-il dans un igloo jusque-là ? Car le creusement des inégalités ne date pas d'hier. Mais il est à la mode au gouvernement et parmi les députés de faire mine de s'en préoccuper. Par exemple, Macron agite les syndicats avec une « conférence sociale » bidon, dans laquelle il serait « question des branches où la rémunération est inférieure au salaire minimum » et de « l'évolution des salaires et des revenus ».

C'est une évidence pour tout le monde que les salaires ne suffisent plus pour vivre, mais la question est comment faire pour qu'ils nous permettent de vivre convenablement ?

D'où viennent les fortunes indécentes de Arnault et les profits records des multinationales alors que le pouvoir d'achat baisse ?

La réalité, c'est que tout cela vient du vol quotidien de millions de travailleurs, ici et ailleurs, qu'on paye en dessous de la richesse qu'ils créent. Le patronat a besoin d'engranger toujours plus de profits pour vivre dans sa jungle de capitalistes et il n'a aucune intention ni intérêt à diminuer ses profits. C'est donc une illusion complète de croire ou de faire croire qu'il suffirait de s'asseoir autour d'une table et de négocier avec lui « une plus juste répartition des richesses » comme le proposent Macron et ses amis ou comme le croient certains syndicats.

On ne veut plus négocier des miettes, on ne veut plus quémander une part du gâteau : on veut tout le gâteau parce que c'est nous qui faisons tout dans cette société ! Pour vivre, pas un salaire ne doit être en dessous de 2000€ ! Imposons un blocage des prix pour avoir une vraie augmentation du pouvoir d'achat ! Ces solutions il faudra les imposer au patronat et au gouvernement quitte à les dégrader !

Fête du NPA 33

URGENCE REVOLUTION

Inflation Guerre Climat

Débats

Expos Spectacle

Samedi 14 octobre
à partir de 14h
Salle Son Tay - Bordeaux
47 rue de Son Tay

Maroc, une terrible catastrophe dans un pays pillé par le capitalisme français

Des milliers de morts, des villes et des quartiers réduits en poussière ne peuvent que bouleverser et révolter. Cette catastrophe est loin d'être seulement « naturelle ». Elle est aussi le fruit de la misère, du mal logement, de services publics inexistant, alors que le roi multimilliardaire et ses riches amis, entre autres les capitalistes français, pillent le pays.

Le Maroc, ancienne colonie française, n'a jamais cessé de dérouler le tapis rouge aux entreprises françaises, leur fournissant une main d'œuvre « bon marché », le salaire minimum y est de 2 970 dirhams, soit 273,38 euros. Alors qu'une grande partie de la population vit dans des conditions d'insalubrité et de précarité révoltantes, l'Etat marocain prend en charge sans sourciller la réalisation de coûteuses infrastructures nécessaires à l'installation d'usines occidentales, comme celle de Renault-Dacia à Tanger. 950 filiales d'entreprises françaises sont ainsi présentes au Maroc.

Solidarité internationale des travailleur.es et de la jeunesse !

Nombre d'entre nous dans les quartiers, au travail, avons de la famille, des ami.es au Maroc. La solidarité s'est partout immédiatement organisée. Mais les larmes de crocodile du gouvernement et des pouvoirs publics, leurs appels aux dons ont quelque chose d'indécent ! D'autant plus que tout le monde sait qu'entre les déclarations faites à chaud, telle celles de Macron depuis le G20, et ce qu'il en sera réellement pour les populations, il y a un gouffre.

L'argent coule à flot chez les ultra riches. En France comme de l'autre côté de la Méditerranée, le sort des travailleur.es et des pauvres, de la jeunesse ne pourra réellement s'améliorer qu'en faisant payer ceux qui pillent les budgets publics, exploitent et réduisent le plus grand nombre à la misère, en leur contestant le pouvoir.

A la PIC

Et une, et deux, et trois réorgs ?

La direction ne s'en serait pas cachée, le rythme des réorgs à la PIC va s'accélérer. Si près d'une décennie nous sépare de la précédente, les prochaines devraient être beaucoup plus fréquentes. L'enjeu pour La Poste sera comme toujours de grignoter petit à petit sur nos conditions de travail.

Pour certains collègues, la réorg actuelle n'est pas vue comme trop négative. Mais nous avons tout intérêt à rester vigilants car à un moment ou un autre, il faudra se mobiliser pour refuser tout retour en arrière sur nos maigres conditions de travail.

Et on fait tourner les caissettes !

Le boulot est clairement revenu pour la rentrée, et il fait encore très chaud. Les vacances nous manquent déjà ! D'une part il y a une partie de l'activité de la PIC de Poitiers que nous devons assumer et qui fait gonfler le courrier à traiter. Et à cela s'ajoutent les reprises et la distri-pilotée qui font que le même courrier passe et repasse plusieurs fois en machine. Et forcément, ça double, ou triple, la manutention sur la plupart des chantiers. Sans parler de la galère pour les préparateurs parce que toutes les zones débordent !

Alors que quasiment tout le courrier est censé passer en J+3, ils arrivent à nous faire une organisation encore plus compliquée et plus fatigante. Tant que la boîte aura comme objectif de faire du profit, on n'aura jamais la paix...

Casino-CDiscount

Rachat de Casino, pas question de nous faire payer la dette !

Depuis cet été, le groupe Casino a été racheté par un consortium qui entend restructurer la dette de 6,4 milliards d'€ dès le premier trimestre 2024. Une situation inquiétante pour les salariés de Casino, CDiscount, C-Logistics, Monoprix, Vival, Spar... 200 000 salariés dont 50 000 en France.

Pendant des années, le patron du groupe, Naouri, a constitué une cascade de holdings qui lui ont permis d'emprunter largement et de contrôler tout un empire financier avec

seulement 25 % du capital de Casino. Une méthode qui permet aux capitalistes comme Bolloré ou Arnault, de faire du fric en s'endettant et de garder le contrôle dans les Conseils d'Administration. Il paraît même que c'est « légal », sauf que Naouri a été mis en garde en juin, pour manipulation de cours en bande organisée, corruption et délit d'initié !

Les repreneurs annoncent déjà qu'ils veulent passer un grand nombre de magasins en franchise. Une politique qui se fait toujours sur le dos des salariés. Alors quelle que soit les filiales à laquelle nous appartenons, ce n'est pas à nous de payer cette dette qui a enrichi pendant des années les financiers du groupe. Hors de question qu'on nous présente maintenant la facture !

